

Mobilisation du 1er décembre : déclaration de la Commission exécutive confédérale CGT

Agissons : urgence, salaires, emplois et justice sociale

Des salariés actifs et retraités, des citoyens expriment une colère légitime pour avoir les moyens de vivre dignement, pour plus de justice sociale. Cette colère, la CGT la comprend et la porte au quotidien depuis plusieurs mois et au travers de nombreuses journées d'action et de grèves.

Alors que la France est en 2017 le 5^e pays producteur de richesses dans le monde, le chômage, le travail précaire s'accroissent et plongent dans le désarroi de plus en plus de familles, de citoyens. La préoccupation d'une partie grandissante de la population est de boucler les fins de mois. Ça ne peut plus durer. Une société qui n'offre pas de perspectives à ceux qui produisent les richesses par leur travail, ni à la jeunesse pas plus qu'aux retraités, est une société sans avenir.

Le gouvernement joue avec le feu en banalisant les revendications, en ignorant les organisations syndicales. Pire, le président de la république, ses ministres sont régulièrement méprisants vis-à-vis des citoyens au travers de « petites phrases ». Cette politique lui revient en boomerang en plein visage. La responsabilité du gouvernement est énorme. Le surnom de président des riches est bien justifié. À force

de tirer sur la ficelle, les premiers de cordée seront bien seuls au sommet.

Il y a donc urgence à répondre aux attentes sociales comme :

- l'augmentation du SMIC à 1800 euros avec répercussion sur l'ensemble des grilles de salaires mais aussi des pensions et des minima sociaux ;
- la prise en charge des transports par les employeurs ;
- une TVA à 5,5% pour les produits de première nécessité, notamment le gaz et l'électricité ;
- une fiscalité juste, tenant compte des revenus, avec en premier lieu le rétablissement de l'impôt sur la fortune.

Ces revendications sont urgentes et légitimes.

Le gouvernement instrumentalise les enjeux environnementaux, alors que rien ne se fera si on ne prend pas en compte le lien unissant cause sociale et cause écologique. Nous refusons cette nouvelle division orchestrée par l'Élysée entre les citoyens qui seraient responsables en matière environnementale et les autres. Nous refusons de mêler nos voix avec ceux, comme le Patronat, qui font volontairement l'amalgame entre taxes et cotisations sociales.

Dans cette période de clair-obscur où peuvent surgir les monstres, la CGT appelle les citoyens à ne pas laisser dévoyer leur colère par ceux distillant des idées xénophobes, racistes, homophobes. C'est bien tous ensemble que nous pourrons infléchir la politique du Président des riches. Par ses initiatives, sa volonté de rassemblement et d'unité, la CGT est au service des salariés, des citoyens pour un monde de progrès et de justice sociale. Elle prendra toutes les initiatives dans la période pour permettre à ceux qui luttent de s'organiser afin de gagner sur leurs justes revendications.

Le 1^{er} décembre, la CGT appelle tous les citoyens, les salariés

actifs et retraités à se joindre aux manifestations des privés d'emploi pour exiger des réponses immédiates et précises de la part du gouvernement et du patronat

Montreuil, le 20 novembre 2018

L'article [ici](#)

TOUTE LA CGT ATTAQUEE !!

Communiqué commun CGT, URIF-CGT, Union départementale CGT du Val de Marne

Toute la CGT attaquée !

Mardi, à Paris, pour la 12ème fois depuis le 9 mars 2016, plusieurs dizaines milliers de manifestants ont défilé pour exiger le retrait de la Loi El Khomri et l'ouverture de véritables négociations. Malgré les multiples provocations, les attaques d'une violence inouïe, la campagne médiatique sans précédent et la violence verbale de plusieurs responsables politiques et patronaux, les organisations syndicales, la CGT en premier lieu, n'ont eu de cesse de les déjouer. La maturité, le sang-froid et le sérieux des militants de la CGT, auxquels a été confiée la responsabilité d'assurer la sécurité des manifestations au sein des cortèges, n'ont jamais été démentis. Nos camarades chargés de la sécurité des rassemblements sont des militants de la CGT au même titre que tous les autres. Certains de ces militants ont fait l'objet de répression répétitive, de harcèlement et d'arrestations. Le Gouvernement et la Préfecture de Police de

Paris ont décidé de franchir une nouvelle étape. Mardi, à l'occasion de la manifestation du 5 juillet, plusieurs camarades des services d'ordre de l'intersyndicale ont fait l'objet de détentions arbitraires. Notre Camarade Laurent, militant de la CGT du Val-de-Marne – à ce jour et à cette heure toujours en garde à vue – doit passer ce jeudi 7 juillet, dans l'après-midi, en comparution pour un motif toujours inexplicé. Il s'agit clairement d'une attaque d'envergure contre toute la CGT. Elle doit susciter une réaction à la hauteur la gravité de la répression. Comme le dit depuis longtemps la CGT, « lorsque l'on s'attaque à un militant de la CGT, c'est toute la CGT que l'on attaque. » C'est donc toute la CGT qui doit réagir face à un procès politique. Nous appelons tous les militants, tous les syndiqués de la CGT ainsi que tous les salariés et les citoyens attachés à la démocratie, à la liberté d'expression, à se mobiliser, le 7 juillet, en début d'après-midi, pour accompagner notre Camarade Laurent lors de sa comparution devant le Palais de Justice de Paris. La répression n'entamera jamais la détermination de la CGT afin d'obtenir le retrait de la loi travail.

Montreuil, le 7 juillet 2016

Réaction de la CGT aux propos inacceptables du Premier Ministre Manuel Valls

Le Premier Ministre vient d'accuser la CGT d'être responsable des violences intervenues en marge de la manifestation nationale du 14 juin, à Paris, contre le projet de loi

travail.

La CGT tient à rappeler au Premier Ministre que cette mobilisation, comme les précédentes, n'a pas été organisée par la CGT mais par **7 organisations syndicales de salariés et de jeunesse qui, depuis 4 mois, dans l'unité, demandent le retrait de ce texte régressif.**

Quelle est la réalité des faits ? C'est en marge du cortège de cette manifestation, déposée par les organisations et validée par la Préfecture de police de Paris, que des bandes de casseurs se sont à nouveau livrées à des exactions que la CGT a d'ailleurs condamnées officiellement, une fois de plus, dans son communiqué national.

Le Premier Ministre ne peut ignorer qu'il incombe aux pouvoirs publics, dont il a la première responsabilité, d'assurer la sécurité et le maintien de l'ordre.

La CGT souligne le sang-froid et la maîtrise des militants de son service d'ordre qui, sans faillir, ont pris les dispositions nécessaires afin de garantir la sécurité des participants à cette manifestation massive.

En conscience et prenant en compte les informations données par les services de la Préfecture, les organisations syndicales ont fait le choix de ne pas aller jusqu'au bout du parcours prévu, malgré la frustration légitime des participants, pour ne pas les exposer davantage à la violence et aux incidents générés par des éléments extérieurs. Face à cette contrainte, une fois encore, l'ensemble des services d'ordre des organisations a su créer et mettre en œuvre les conditions pour que les participants, venus de toute la France, puissent rejoindre leurs moyens de transport.

La CGT tient à rappeler au Premier Ministre que, comme il n'est pas de la responsabilité des supporters d'assurer la sécurité dans et autour des stades de l'euro de football, de la même façon il n'est pas de la responsabilité des

manifestants d'assurer la sécurité dans et autour d'une manifestation autorisée par la Préfecture de police.

Menacer d'interdire les manifestations est le signe d'un gouvernement aux abois.

Plutôt que de faire l'inventaire tendancieux d'éléments à charge contre la CGT, **Manuel Valls ferait bien mieux d'entendre la majorité des salariés, des jeunes et plus largement des citoyens qui rejettent ce projet de dumping social et de destruction de notre modèle de société.**

Retrouvez ce communiqué sur le site de la confédération en cliquant [ici](#)

GREVE DU 9 MARS 2016 – RETRAIT DE LA LOI TRAVAIL !

9 Mars 2016 : le SNCA-CGT soutient la journée de mobilisation et dépose un préavis de grève

✘ A l'attention des camarades des collègues des CFA associatifs privés et des CMA : le SNCA-CGT vous appelle à participer aux mobilisations, par une journée ou des heures de grève, partout en France, le 9 Mars prochain. Le projet de loi El-Khomri est gravissime. S'il était adopté ou des parties fondamentales de ce projet étaient adoptés, le "droit du travail" ne serait plus qu'une expression vide de sens, puisque les employeurs seraient, systématiquement, en position de force face et contre les travailleurs. Les conséquences en seraient dramatiques : augmentation des licenciements, impossibilité de s'y opposer (déjà que...), droits exorbitants des employeurs sur les salaires, le temps de travail,... Cette

mobilisation est donc essentielle.

Pour le préavis de grève a transmettre a votre direction,
[C'est par ici](#)

Pour télécharger un tract de la CGT [c'est ici](#)

Retrait de la loi travail !



LE 9 MARS TOUS DANS LA RUE !

L'heure est grave et notre avenir est en jeu ! Pour 7 Français sur 10, la loi travail menace « les droits des salariés », selon un sondage. La pétition « Loi Travail : Non merci » vient de dépasser les 500 000 signatures. Un record en si peu de temps. Arrêtons de tergiverser, mobilisons-nous nombreux dans la rue le 9 mars, jour de la présentation de cette loi antisociale au Conseil des ministres !

[pour tout savoir c'est par ici !](#)